

Ce n'est pas la première fois que cela arrive à nos clients, et ils commencent à en avoir assez.

Puis:

C'est un problème qu'on ne réglera que par des investissements à long terme dans le béton et l'acier.

Le gouvernement a dit qu'il dépensera de l'argent pour son élévateur à Prince Rupert. Cela arrive à un moment où l'élévateur n'est pas utilisé à pleine capacité pas plus qu'il ne l'a été depuis des années. De plus, c'est le moment où le gouvernement du Canada est propriétaire d'un élévateur dans la port de Vancouver qui n'a pas été utilisé depuis 15 ans.

J'aimerais citer un extrait d'un article de journal intitulé: «Whelan préconise un cartel». Le ministre de l'Agriculture en a parlé aujourd'hui. L'article dit en partie:

Les pays producteurs de denrées alimentaires devraient s'organiser comme l'ont fait les pays producteurs de pétrole pour forcer les puissances industrielles à payer davantage pour leur alimentation, a dit le ministre de l'Agriculture, Eugene Whelan, la semaine dernière.

J'aimerais certes faire une mise en garde à ce sujet. L'histoire a montré que tout programme de stockage a tendance à faire baisser les prix, même si les prix sont réglementés. Il est probable que les acheteurs ne seront pas pris de panique et ne paieront pas les prix élevés que nous touchions il y a quelques années tant qu'il y aura des stocks de disponibles.

Les Canadiens se sont toujours plu à croire que leurs droits politiques leur garantissaient l'égalité en tout. Ils sont allés jusqu'à croire qu'il ne suffisait pas seulement d'être égaux au départ, mais sur toute la ligne. Je n'y crois absolument rien. Nous devrions tous être égaux au départ et durant toute la course. Nous devrions être libres de participer à cette course de notre mieux. Enfin, nous devrions avoir le droit d'être récompensés pour l'effort fourni.

Une somme énorme d'énergie et d'idées nouvelles attendent d'être exploitées au Canada, mais les Canadiens semblent tous croire que c'est inutile. Il nous faut changer de politique, d'attitude et de perspective. Il nous faut un nouveau Canada dirigé par un nouveau gouvernement.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Florian Côté (Richelieu): Monsieur le président, les quelques minutes qui restent à ma disposition vont être très courtes. J'aurais voulu toucher d'abord en partie au problème de l'industrie laitière, qui a semblé inquiéter même le motionnaire (M. Wise) et le député de Bellechasse (M. Lambert). Je remarquais que dans le texte de la motion que les cinq paragraphes mentionnés dans cette motion semblent attirer l'attention de toute la Chambre, et nous sommes à peu près tous d'accord et à tel point que cela a déjà été appliqué par le gouvernement. Le formulaire de la motion est un peu en retard puisque déjà on a dans le domaine de l'exportation et dans celui de l'aide aux pays sous-développés, mon collègue de la Beauce (M. Caron) a mentionné cela. Le ministre s'est attardé aussi au domaine de la commercialisation. J'aurais bien aimé cependant avoir le temps d'expliquer à plusieurs de mes collègues qui ne connaissent peut-être pas réellement le problème de l'industrie laitière et la difficulté pour le gouvernement d'administrer cette industrie depuis 1971, en fonction d'une plus grande démocratie. Et pour une grande démocratie, on a transféré en 1971, à la demande des provinces, la juridiction et l'administration des contingents de l'industrie laitière et depuis ce moment le gouvernement canadien n'a tout simple-

Revenu agricole

ment qu'à «repayer» mais l'administration est dans les mains de nos provinces. J'aimerais signaler, monsieur l'Orateur, qu'il est 5 h 45; j'aurais bien aimé pouvoir continuer mes remarques mais je respecte notre entente.

[Traduction]

M. MacGuigan: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je sollicite le consentement unanime de la Chambre pour revenir à la présentation des rapports des comités permanents ou spéciaux, afin de présenter le rapport d'un comité.

M. l'Orateur: Je crois savoir que le député de Windsor-Walkerville (M. MacGuigan) va recevoir le consentement unanime de la Chambre pour revenir à la réception des rapports des comités et déposer un rapport.

M. Baker (Grenville-Carleton): C'est exact, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

JUSTICE ET QUESTIONS JURIDIQUES

PREMIER RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Mark MacGuidan (Windsor-Walkerville): Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter dans les deux langues officielles, le premier rapport du comité permanent de la justice et des questions juridiques.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—LE DÉCLIN DES REVENUS AGRICOLES

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Wise:

Que la Chambre regrette le déclin continu des revenus agricoles et presse le gouvernement

- 1) d'étendre aux fermes constituées en corporations ou en sociétés en nom collectif le système de l'impôt différé sur les gains de capital actuellement appliqué aux fermes familiales;
- 2) de promouvoir les exportations de produits agricoles et réduire l'actuelle dépendance du Canada en ce qui concerne les produits agricoles importés;
- 3) de mettre au point des programmes de mise en marché qui contribueront à long terme à la stabilité des revenus;
- 4) d'encourager l'expansion et l'amélioration de la recherche agricole pour obtenir de bonnes techniques de production;
- 5) de fournir une aide alimentaire, sociale et financière directe aux pays du tiers monde.

M. l'Orateur: Comme il est 5 h 45, il est de mon devoir, en conformité de l'article 58(10) du Règlement et de l'ordre adopté le lundi 13 mars 1978, d'interrompre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ toute motion nécessaire pour disposer des subsides à l'étude, y compris le bill se rattachant au budget supplémentaire (B) et la première lecture du bill relatif aux crédits provisoires.